

ANNEXE I

PROJET DES "PETITS PROJETS RURAUX" AIDE-MEMOIRE - NOVEMBRE 1993 PLAN D'ACTION

SUJET	SITUATION ACTUELLE	PROBLEMES RENCONTRES	ACTIONS A ENTREPRENDRE	DATE BUTOIR	RESPON- SABLES
1) - Levée partielle	Levée partielle sur crédit IDA et blocage sur le prêt FIDA	Non paiement des charges de services sur le prêt FIDA	Paiement des charges de services sur l'ensemble des prêts du FIDA au Sénégal	Très prochainement	MEFP
2) - Levée Totale	Le remboursement des dépenses non justifiées entamé L'étude juridique et organisationnelle va démarrer le 29 Novembre 1993	82 Millions de F.CFA à rembourser	Remboursement intégral des 82 Millions	1er Mars 1994	MEFP
		Le statut juridique à conférer à l'Unité de Gestion du Projet	Dépôt du rapport final du Consultant et mise en oeuvre de la nouvelle structure de gestion de droit privée	1er Mars 1994	Consultant UGP
3) - Gestion de la ligne de crédit du Volet FIDA	Accès difficile au crédit pour les bénéficiaires	Faible utilisation de la ligne de crédit	-Saisine des Autorités Sénégalaises par le FIDA pour dénoncer l'accord subsidiaire entre l'Etat et la CNCAS.	Décembre 1993	IDA/FIDA
			-Etudier la mise en oeuvre d'une nouvelle formule de gestion du crédit.	Mars 1994	UGP
4) - Dépassement systématique des coûts des sous-projets	Les coûts prévisionnels de certains sous-projets ont été largement dépassés	-Mauvaise qualité des études techniques -Prise en compte des sollicitations des bénéficiaires -Des sites de plus en plus éloignés des cours d'eau -Déphasage entre études et exécution	-Développement de la maîtrise d'oeuvre déléguée	Dès la reprise des activités	UGP/Agence d'exécution ou d'encadrement
			-Associer les populations à la conception et à l'exécution des travaux	"	
			-Etre sélectif dans le choix des sites	"	
			-Mise en exécution immédiate des sous-projets bien étudiés	"	

SUJET	SITUATION ACTUELLE	PROBLEMES RENCONTRES	ACTIONS A ENTREPRENDRE	DATE BUTOIR	RESPON-SABLES
5) - Sécurisation des investissements	Des infrastructures exploitées mais mal entretenues Des infrastructures achevées mais non exploitées Des infrastructures en cours de réalisation. De nouveaux sous-projets mal ficelés.	Sensibilisation insuffisante sur l'importance de l'entretien des infrastructures Dégradation de certaines infrastructures suite au blocage Ingérence de la tutelle sur l'approbation de ces sous-projets	-concevoir et faire appliquer par un encadrement rapproché un programme d'entretien qui prendra en charge les différents domaines d'intervention du PPPR -Nécessité d'activer le déblocage des crédits Mise en place de procédures bien établies	Jusqu'à la fin du Projet 1er Mars 1994 1er Mars 1994	UGP/Agences d'encadrement MEFP/UGP UGP
6) - La faible participation physique et financière des populations	Les bénéficiaires des GP du Nord participent peu dans la réalisation des travaux. Ces mêmes bénéficiaires accumulent beaucoup d'arriérés d'amortissement	Coûts excessifs des travaux et des résultats d'exploitation faibles Comptes d'amortissement pas régulièrement approvisionnés	Veillez au respect de l'application stricte des règles de jeu du Projet Convaincre les groupes sur l'importance de l'amortissement	Durant toute la durée du vie du projet "	UGP/Agences d'encadrement "
7) - Ecoulement des produits	Des circuits de commercialisation non organisés	Production bradée bord champs et difficultés d'évacuation	Etude et mise en place de stratégies de commercialisation	Dès la reprise des activités	UGP/Consultant
8) - Actions d'accompagnement pour un meilleur fonctionnement de l'UGP	Absence de critères de performance pour le personnel -Locaux Direction du Projet peu fonctionnels -Véhicules immatriculés en AD	-Absence de motivation pour certains -Locaux peu décents -Usage abusif des véhicules par l'Administration.	Instaurer des indicateurs de performance -Transférer dans d'autres locaux Immatriculation en TT	1er Mars 1994 Décembre 1993 Mars 1994	UGP UGP UGP UGP